

Agir du local à l'international : défis contemporains

→ par Marc Delepouve, secteur International

Le secteur International du SNESUP rend compte d'une journée de rencontres et de réflexions sur le syndicalisme international organisée par la CGT en janvier dernier. Réduction du temps de travail et amélioration du sens du travail sont deux des orientations convergentes entre syndicalistes européens et d'Amérique latine.

Organisée par la CGT dans le cadre de la préparation de son congrès, une rencontre syndicale Amérique latine-Europe, intitulée « Les défis d'un syndicalisme international pour le XXI^e siècle », s'est tenue le 27 janvier 2016.

QUELQUES PROPOS D'INTERVENANTS

Le premier intervenant, Victor Baez (Paraguay), secrétaire général de la Confédération syndicale des travailleuses et travailleurs des Amériques (CSA), donna le ton, offensif. Il faut ici préciser que la CSA est dominée par les syndicats d'Amérique latine : près des deux tiers de la population des Amériques y résident ; de plus, aux États-Unis le taux de syndicalisation dans le privé est tombé à 6 %. Des propos de Victor Baez, nous retenirons particulièrement : « *Le pouvoir est en réseaux, et donc le rapport de pouvoir est en réseaux* » (citant Michel Foucault) ; « *les syndicats doivent être leaders dans les alliances avec les ONG* » ; il faut « *une politique de communication pour atteindre les gens et les jeunes* », « *les syndicats brésiliens ont créé leurs propres médias, dont une chaîne de télévision* » ; le syndicalisme est une affaire « *de processus, pas de miracles* ». Il a conclu sur trois mots-clés : international, solidarité, lutte des classes.

Le représentant de la CGT culture a appelé à ajouter une quatrième dimension au développement durable, la culture, complétant ainsi les dimensions économique, environnementale et sociale. Une vision intégrée de ces différentes dimensions, prenant en compte la complexité des sociétés, est indispensable à tout processus de mobilisation, de transition et d'émancipation. Ignacio Toxo, secrétaire général des Commissions ouvrières d'Espagne, a alerté sur le risque, dans un avenir proche, du développement d'un chômage structurel dû aux changements technologiques.

Bernard Thibault, membre du Conseil

Le droit de grève a été défendu par les syndicats au sein de l'OIT.



d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) et Rudy De Leeuw, président de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), ont dénoncé les offensives inédites des représentants des entreprises au sein de l'OIT. Ainsi, durant trois ans et jusque début 2015, ils étaient parvenus à bloquer toute dénonciation d'atteinte au droit de grève.

Le débat de fin de journée a essentiellement porté sur les actions à organiser à l'échelle internationale. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, dans son propos conclusif, a repris à son compte la proposition d'une campagne mondiale visant un but concret et commun qu'il s'agirait d'atteindre. Ce but serait clairement identifié, puis une campagne d'information et de débat serait organisée, et enfin une mobilisation en réseaux, à toutes les échelles, du local à l'international, serait développée, jusqu'au moment où le rapport de force serait gagnant et la revendication mise en œuvre. Fort de cette victoire, l'engagement syndical trouverait un surplus de sens et de nouvelles campagnes mondiales pourraient alors être lancées, vers de nouvelles conquêtes.

RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL ET AMÉLIORER LE SENS DU TRAVAIL

Deux buts pour une telle campagne ont été proposés par des intervenants : le

premier, réduire le temps de travail, le second, améliorer le sens du travail. Réduire le temps de travail ne signifie pas fixer et imposer un temps maximum du travail à l'échelle internationale, mais organiser une démarche de réduction du temps de travail partout dans le monde.

Quant à améliorer le sens du travail, cela commencerait par la mise en débat démocratique du sens du travail intégrant les dimensions environnementale, sociale, culturelle et démocratique. Ensuite pourrait être lancé un processus – articulant les différentes échelles, de l'international au local – d'amélioration de la contribution du travail dans les quatre dimensions précitées.

Les syndicats sont les structures de représentation collective des travailleurs, du niveau local à l'échelle internationale. Face aux pouvoirs des entreprises multinationales et à la puissance des marchés, leur responsabilité est essentielle. En réseau avec des ONG, des collectivités locales, des entreprises de l'économie sociale et solidaire, des médias indépendants, des groupes de chercheurs... il leur revient d'être en première ligne pour faire reculer le capitalisme néolibéral et redonner du sens à l'évolution du monde. Cependant, si en Amérique latine la CSA semble vouloir en prendre le chemin, en Europe domine la relative atonie de la CES et de la plupart de ses syndicats membres. ●